

Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Convention de mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine La Panacée au bénéfice de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle - Montpellier Contemporain (EPCC MoCo) - Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire du Centre de Culture Contemporaine La Panacée, situé 14 rue Ecole de Pharmacie.

Dans le cadre de travaux importants d'aménagement du bâtiment pour réaliser un Centre d'Art Contemporain, la Ville a consenti un bail emphytéotique administratif au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Sociales.

Le bâtiment a donc fait l'objet d'une division volumétrique.

La présente convention porte sur le volume 1 constitué des RdC (dont l'exploitation du Café de la Panacée sera transférée à l'EPCC MoCo), R-1 (à l'exception du local occupé par un poste de transformation de courant électrique affecté à l'alimentation de l'immeuble au réseau de distribution publique d'électricité géré par ENEDIS), R-2 (à l'exception de la chaufferie dont la Ville reste gestionnaire et du local aménagé pour la collecte de verres entretenu par Montpellier Méditerranée Métropole).

Afin de créer l'Etablissement Public de Coopération Culturelle MoCo – Montpellier Contemporain, le Centre de Culture Contemporaine - La Panacée doit être intégré à cet établissement.

Les espaces mis à sa disposition lui permettront conformément à ses statuts :

- De développer la production, l'exposition et la médiation de l'art contemporain ;
- D'encourager la création contemporaine, notamment par l'exposition des œuvres d'artistes vivants et l'organisation d'échanges entre créateurs et avec le public ;
- D'organiser toute manifestation visant à diffuser et à approfondir la connaissance de l'art contemporain ;
- De participer, par tous moyens, à l'enrichissement et à la diffusion de la réflexion sur les questions touchant à la société et à la culture contemporaines ;
- De participer au service public de l'enseignement supérieur de la recherche dans le domaine des arts plastiques.

Dans cette perspective, il convient de définir l'ensemble des modalités de mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine La Panacée appartenant à la Ville pour le compte de l'EPCC MoCo.

A ce titre il est donc proposé de conclure une convention de mise à disposition du domaine public de la Ville du Centre de Culture Contemporaine la Panacée au bénéfice de l'EPCC MoCo pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2019.

La valeur locative des locaux mis à disposition est de 470 340 euros. Toutefois les espaces concernés étant mis à disposition d'un service public qui bénéficie gratuitement à tous, la redevance est elle-même consentie à titre gratuit comme le prévoit l'article L 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques. Par ailleurs, les frais (eau, gaz, électricité et chauffage) seront refacturés annuellement à l'EPCC MoCo.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver cette convention de mise à disposition, jointe en annexe, au bénéfice de l'EPCC MoCo ;
- D'approuver que cette mise à disposition soit consentie à titre gratuit conformément à l'article L 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Guy BARRAL, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181130-53934-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 11/12/18
Réception en Préfecture : 11/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.